

Corinne Deloy

Analyse

L'Alliance des jeunes démocrates (FIDESZ) du Premier ministre sortant Viktor Orbán favorite des élections législatives en Hongrie

Résumé :

Le 18 janvier dernier, le président hongrois Janos Ader annonçait que les prochaines élections législatives auraient lieu le 6 avril, première date qui pouvait être choisie par les autorités pour organiser le scrutin. L'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP) au pouvoir a souhaité que la campagne électorale soit la plus courte possible. Celle-ci, qui a officiellement débuté le 15 février dernier, durera donc 50 jours contre 90 en 2010.

Les élections législatives se dérouleront selon un nouveau mode de scrutin, le gouvernement dirigé par Viktor Orbán (FIDESZ) ayant en effet modifié (le 26 novembre 2012) l'ancienne loi électorale. Cette mesure a été prise pour simplifier le système électoral, qui était l'un des plus complexes au monde, et ramener le nombre de parlementaires à un niveau comparable à celui de la plupart des autres pays d'une taille proche de celle de la Hongrie. Les Hongrois désigneront donc le 6 avril 199 députés (contre 386 actuellement) au scrutin mixte : 106 seront élus au scrutin uninominal au sein de circonscriptions (celles-ci ont également été redessinées) et 93 au scrutin proportionnel de liste. Les électeurs disposeront donc de deux bulletins de vote, l'un pour voter pour un parti, l'autre pour voter en faveur d'un candidat.

Avec le nouveau mode de scrutin, les suffrages qui n'ont pas permis à un parti de remporter des sièges ainsi que les voix du parti qui a obtenu le siège et qui dépassent le seuil électoral sont redistribués selon la méthode d'Hondt. Le système de report de voix bénéficie au parti arrivé en tête à l'inverse de ce qui existait auparavant.

Le 2e tour de scrutin a été supprimé tout comme le minimum électoral de 50% de participation obligatoire pour valider les élections.

Avec ce système de vote, la FIDESZ aurait remporté les élections législatives de 2002 et de 2006, deux défaites que le parti n'a jamais vraiment acceptées.

Les analystes politiques ont dénoncé le nouveau système électoral. Selon Robert Laszlo du think tank Political Capital, avec ce système, la FIDESZ peut désormais remporter la majorité des 2/3 des élus au

parlement avec seulement la moitié des suffrages du vote proportionnel. En revanche, les forces de l'opposition de gauche auront besoin de 6% de voix de plus que le parti de Viktor Orbán pour remporter la majorité simple à l'Orszaggyules, chambre unique du parlement. Gabor Toka, professeur de l'université d'Europe centrale, estime qu'avec le même nombre de suffrages, la gauche remporterait 8% de sièges de moins que la FIDESZ.

Toutes les enquêtes d'opinion prévoient une victoire de la FIDESZ le 6 avril. En dépit des nombreuses critiques auxquelles il fait face, le parti reste populaire. Il apparaît d'autant plus solide qu'il affrontera une opposition fragmentée qui, si elle est parvenue à s'unir récemment, reste divisée sur son orientation idéologique comme sur ses objectifs.

La seule vraie question est : le parti du Premier ministre Viktor Orbán conservera-t-il sa majorité des 2/3 au parlement ?

Quatre ans de pouvoir Orbán

Le bilan politique

De nombreux analystes politiques européens ont qualifié le régime institué par Viktor Orbán d'« autoritaire » et de « régressif ». Le Premier ministre a toujours affirmé vouloir mener une « révolution électorale » dans son pays. Depuis le début des années 2000, et notamment après sa défaite aux élections législatives des 7 et 20 avril 2002, Viktor Orbán a transformé la FIDESZ à l'origine libérale composée de jeunes cadres et d'entre-

preneurs, en un parti qui se pose en défenseur des laissés pour compte de la société. Parmi les premières mesures qu'il a adoptées après son retour au pouvoir à l'issue des élections législatives des 11 et 25 avril 2010 figurent la commémoration du 4 juin, jour anniversaire de la signature du traité de Trianon (par lequel la Hongrie a perdu 67% de son territoire et 57% de ses habitants) institué jour de l'unité nationale, et la facilitation de la procédure d'acquisition de la nationalité hongroise par les minorités des pays voisins.

Environ 550 000 personnes d'origine hongroise, vivant le plus souvent dans les pays voisins de la Hongrie, ont acquis la nationalité au cours de la législature actuelle grâce à une loi votée en 2011. Avoir des ancêtres hongrois et une connaissance (basique) de la langue magyare sont les deux conditions nécessaires pour postuler à l'obtention de la nationalité hongroise.

« *Les tempêtes de l'histoire du XXe siècle ont dispersé les Hongrois dans le monde entier. Nous pensons qu'ils sont tous les membres de notre nation quel que soit leur lieu de résidence* » a affirmé Viktor Orban, qui a organisé une cérémonie au parlement pour fêter le 500 000e personne (un moine franciscain vivant en Roumanie) à bénéficier de la procédure mise en place. Ces nouveaux Hongrois sont de nouveaux électeurs ; ils ne seront toutefois autorisés à voter qu'au seul scrutin proportionnel.

La volonté de rupture avec l'héritage communiste constitue l'autre fondement de l'action de Viktor Orban. Qualifié de populiste, le Premier ministre doit son succès à la faiblesse de l'opposition, incapable de proposer une politique alternative. « *Oui, je suis populiste si être populiste, c'est dire aux gens : je suis là pour améliorer votre vie ou encore, comme Abraham Lincoln, vouloir gouverner par le peuple et pour le peuple* » a affirmé Viktor Orban. Gaspar Miklos Tamas, philosophe, souligne que le Premier ministre hongrois n'est pas un dirigeant totalitaire mais qu'il est conscient de la proximité historique existant entre droite et extrême droite en Hongrie. « *La bourgeoisie qui le soutient n'a pas de préjugés contre l'extrême droite* » explique-t-il. « *Historiquement, il existe une grande perméabilité entre droite et extrême droite hongroises. La frontière est entre les deux est floue* » déclare Gabor Filippov, chercheur du think tank Magyar progressziv.

La FIDESZ a fait adopter une nouvelle Constitution qui a bouleversé les fondements de l'Etat. Viktor Orban a justifié son adoption en affirmant que la Hongrie était le seul des pays d'Europe centrale et orientale à ne pas avoir adopté de nouvelle Constitution après la chute du régime communiste en 1989. Elle datait de 1949 et avait cependant été amendée à plusieurs reprises depuis la fin des années 1980. Une trentaine de lois cardinales et 300 lois ordinaires ont également été adoptées par le parlement.

Isten, add meg a magyart (Dieu bénit le Hongrois), premier vers de l'hymne national (Himnusz), est désormais inscrit dans la Constitution où la référence religieuse est une nouveauté. Le mot République a été supprimé et le pays s'appelle désormais la Hongrie.

La Constitution fait du forint la monnaie nationale, une façon pour Viktor Orban de reculer au plus tard l'adoption de l'euro par Budapest. En effet, toute modification de la Constitution doit être votée par une majorité rassemblant au moins les 2/3 des députés. La règle d'or (inscription d'une limite – de 50% – au déficit public du pays) a été introduite dans la Constitution. Une loi cardinale dite de stabilité financière a fixé le taux de l'impôt sur le revenu (16%) et celui des pensions de retraite. Ce texte nécessite l'accord des 2/3 des parlementaires pour être modifié.

La nouvelle Constitution a été adoptée par le parlement le 18 avril 2011 et est entrée en vigueur le 1er janvier 2012. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe se sont élevés contre plusieurs de ses articles. Conséquence : la Loi fondamentale a été modifiée à cinq reprises depuis son adoption, la dernière fois le 16 septembre 2013.

Avec cette modification de la Constitution ainsi qu'avec celle de la loi électorale, la FIDESZ s'est donné les moyens de durer. Toute future majorité qui ne disposerait pas de la majorité des 2/3 des sièges au parlement verra son pouvoir limité.

L'ensemble des mesures prises par le gouvernement de Viktor Orban a renforcé la polarisation de la vie politique. Ainsi, lors de la dernière commémoration du 23 octobre 1956 (*1956-os forradalom*), jour qui signe le début de la révolte du pays contre les autorités communistes (qui s'est achevé le 10 novembre suivant) et

qui est celui de la fête nationale, l'opposition a défilé dans le Sud de Budapest sur les rives du Danube devant le bâtiment de l'université technique de la ville où la révolte contre les forces soviétiques a débuté il y a 58 ans. Le pouvoir a organisé une Marche pour la paix qui s'est achevée sur la place des Héros située au cœur de Budapest, à l'endroit même où Viktor Orban s'est rendu célèbre en 1989 par ses discours contre le régime communiste.

Le bilan économique

Au cours de la législature, Viktor Orban a mené une campagne de redressement destiné à revaloriser le rôle de l'Etat qui, selon lui, doit reprendre le contrôle de l'économie sur les banquiers et le marché. Accusant les socialistes d'avoir privatisé de façon excessive entre 2002 et 2010, il a introduit des taxes exceptionnelles sur les multinationales et les entreprises des secteurs économiques à forte présence étrangère (énergie, télécommunications, finances et grande distribution), des prélèvements qui ont réduit de moitié les profits de ces sociétés et a fait monter l'Etat au capital de plusieurs entreprises dont il a le plus souvent confié la gestion à des proches. « *Nous, Hongrois, sommes nos propres patrons et nous ne voulons pas que les autres nous disent comment nous devons nous occuper de nos affaires* » a répété Viktor Orban, qui s'est positionné en pourfendeur des dérives du capitalisme, un discours très apprécié d'une grande partie de la population.

Le Premier ministre a renégocié le taux de remboursement des crédits avec les banques. La Hongrie souffre en effet de deux maux : un fort taux d'endettement de l'Etat et une dette (en devises) élevée des entreprises et des particuliers (respectivement 50% et 60%). Viktor Orban a nationalisé les fonds de pensions privés que les socialistes avaient mis en place. « *Nous avons renouvelé le système de retraite, pris l'argent de la bourse, nous réduisons les tarifs de l'énergie pour les particuliers et nous taxons les banques* » indique Viktor Orban.

Alors que la dénonciation de l'accord signé par le précédent gouvernement avec le Fonds monétaire international (FMI) figurait au cœur du programme électoral de Viktor Orban en 2010, le Premier ministre a cependant dû opérer un revirement en novembre 2011 où

il a été contraint de demander de nouveau assistance au FMI et à l'Union européenne en raison de l'incapacité de Budapest à refinancer sa dette sur les marchés financiers.

Enfin, le chef du gouvernement a su gagner le soutien de ses compatriotes en augmentant les salaires des enseignants et des professionnels de la santé, en baissant les impôts pour les familles les moins favorisées avec enfants ou encore le prix des transports publics et surtout en diminuant les prix de l'énergie, secteur qui représente 30% des dépenses des ménages. En 2013, ceux-ci ont été réduits de 10% en janvier et une nouvelle fois de 10% en novembre. Le gouvernement a annoncé qu'une nouvelle baisse du gaz (- 6,50%) et de l'électricité (- 5,70%) aurait lieu le 1er septembre. Le prix du chauffage urbain sera réduit de 3,30% en octobre.

La Hongrie est sortie de la récession au début de l'année 2013. Ses exportations sont reparties à la hausse, notamment grâce au secteur automobile. Après une baisse de 1,7% en 2012, la croissance devrait atteindre 0,3% en 2013 et 1,7% cette année. L'inflation est à son plus faible niveau depuis 1974 (0,4%). En 2012, celle-ci était la plus élevée de l'Union européenne (5,70%). La Hongrie est l'un des huit Etats membres dont le déficit budgétaire est inférieur à 3% du PIB comme l'exige le Pacte de croissance et de stabilité.

« *Grâce à une conjoncture européenne favorable, le gouvernement peut mettre en avant la croissance économique même si la grande majorité de la population n'en ressent pas encore les effets* » a indiqué Robert Laszlo, analyste à l'institut Political capital.

La TVA de 27% est la plus élevée de l'UE et les investissements (-25% pour les investissements étrangers) comme la production sont en recul. Le gouvernement a mis en place des mesures pour stimuler la consommation intérieure.

Enfin, la dette atteint 79% du PIB et le chômage s'établit à 9,3%, soit le taux le plus faible enregistré depuis 5 ans et inférieur d'environ 2 points à celui d'avril 2010 (11,1%). Hostile à l'« assistantat », le chef du gouvernement a supprimé de nombreuses aides sociales et réduit l'indemnisation du chômage (les allocations d'un montant de 100% du salaire minimum - 120% auparavant - sont désormais versées durant seulement 3 mois contre 9 avant).

« *Nous devons gagner la dernière bataille, celle de l'indépendance économique* » a déclaré Viktor Orban, qui a indiqué qu'il augmenterait les taxes sur les banques (qui sont déjà les plus élevées d'Europe) et les transactions financières comme celles portant sur les fournisseurs d'énergie si le déficit budgétaire venait à s'élever au-dessus de 3% autorisé par le Pacte de croissance et de stabilité.

S'il conserve le pouvoir à l'issue du scrutin du 6 avril prochain, le Premier ministre, réélu à la tête de la FIDESZ à l'unanimité des suffrages (1 240 voix sur 1 241 votants), devrait poursuivre sa politique d'intervention de l'Etat dans l'économie.

Une gauche fragmentée et pourtant condamnée à s'unir

« *Les élections de 2014 seront très faciles pour la FIDESZ et très difficiles pour l'opposition* » a déclaré Csaba Toth de l'institut Republikon. Face à une droite solide et unie, les forces de gauche sont en effet fragmentées. Elles regroupent 4 partis. Le Parti socialiste (MSZP), héritier du Parti socialiste ouvrier (MSZMP) de la Hongrie communiste et dirigé par Attila Mesterhazy, rassemble 48 députés. Együtt (Ensemble) 2014 (E-2014), emmené par l'ancien Premier ministre (2009-2010) Gordon Bajnai, a été fondé par 3 organisations de la société civile : Patriotisme et progrès (Haza es haladás) ; Milla (Un million pour la liberté de la presse en Hongrie), et Szolildaritas, mouvement de syndicats. Dialogue pour la Hongrie (PM), parti écologiste dirigé par Benedek Javor et Timea Szabo et créé en février 2013 (8 députés) a rejoint le mouvement Együtt 2014. Le mouvement a d'ailleurs pris le nom d'Ensemble-Dialogue pour la Hongrie 2014 (E-PM 2014). Enfin, la Coalition démocratique (DK), parti de centre gauche issu d'une scission du Parti socialiste fondé en 2011 et conduit par l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany, possède 10 sièges au parlement.

La gauche veut rassembler au-delà de ses propres forces et souhaiterait notamment d'attirer les électeurs de l'Alliance des démocrates libres (SZPS), parti libéral dissous à l'issue des précédentes élections des 11 et 25 avril 2010. Leur ancien dirigeant (2008-2009) et ex-ministre de l'Éducation (1994-1995) Gabor Fodor,

qui dirige le Parti libéral, figurera ainsi à la 4e place de la liste de la gauche. Un autre ancien président de l'Alliance libérale (1997-1998) et ex-ministre de l'Intérieur, Gabor Kuncze, sera candidat pour la Coalition démocratique.

La modification de la loi électorale renforçant la dimension majoritaire du scrutin au détriment de la représentation proportionnelle, l'opposition n'a pas d'autre choix que de se présenter unie devant les électeurs. Les socialistes et les membres d'Együtt 2014 ont signé en août dernier un accord en vue du scrutin. Restée en retrait de l'accord, la Coalition démocratique a fini par rejoindre cette alliance le 14 janvier. Les socialistes présenteront des candidats dans 71 circonscriptions, Együtt 2014 dans 21 et la Coalition démocratique dans 13.

Les forces de l'opposition unies sous l'appellation d'Alliance pour l'unité (Összefogás) sont emmenées par le dirigeant socialiste Attila Mesterhazy, candidat de la gauche au poste de Premier ministre.

Pour le politologue Gabor Török, l'union de la gauche contre Viktor Orban marque le début d'une nouvelle phase dans laquelle « *les opposants vont enfin concentrer leurs attaques sur le gouvernement plutôt que de se combattre les uns les autres* ». Pour lui, l'opposition doit impérativement se concentrer sur la lutte contre la corruption et la défense de la démocratie en pointant les atteintes faites aux institutions par le gouvernement de Viktor Orban.

« *Les électeurs savent désormais pour qui voter s'ils veulent un changement de gouvernement (...)* Le pays a vraiment changé en quatre ans... pour le pire. Il faudra choisir le 6 avril entre le passé, la restauration de l'époque de Miklos Horthy (régent du royaume de Hongrie entre 1920 et 1944 et allié de l'Allemagne nazie) ou une république moderne, européenne, juste et libre » a indiqué Attila Mesterhazy. Il qualifie la politique menée par la FIDESZ de « *démocratiquement inacceptable, économiquement irresponsable et socialement dommageable* ». « *La seule chance de gagner pour l'opposition est de faire des élections législatives un référendum sur le Premier ministre et pas seulement sur le gouvernement et les mesures prises par la FIDESZ* » assure Gordon Bajnai.

L'opposition table sur l'exaspération de la popula-

tion face au chômage et à l'imprévisibilité de la politique menée par Viktor Orban qui, selon elle, freine la croissance et effraie les investisseurs potentiels. Pour les forces de gauche, la Hongrie doit retrouver l'Etat de droit, améliorer sa relation avec l'Union européenne et en finir avec un gouvernement qui offre les entreprises à ses proches. Elles ont choisi pour slogan la phrase « *Unis pour la liberté* ».

L'opposition propose un New Deal, soit une baisse des taxes pour stimuler les investissements. Gordon Bajnai est défavorable à l'impôt sur le revenu à taux unique de 16% qui, selon lui, a favorisé les personnes ayant les plus hauts revenus et appauvri la classe moyenne. Il assure que son parti, s'il accède au pouvoir, adoptera un régime fiscal plus équitable : « *Notre système octroierait 8 000 à 10 000 forints (28 à 34 €) de plus aux personnes qui touchent le salaire minimum* » a-t-il indiqué. Ferenc Gyurcsany a souligné que la gauche porterait à 30% le taux de l'impôt sur le revenu des personnes qui gagnent plus de 500 000 forints (soit 1 600 €) mensuels.

Gordon Bajnai propose que l'Etat garantisse un emploi à tous les jeunes de moins de 30 ans au chômage depuis plus de six mois et accorde de nouvelles subventions aux entrepreneurs de moins de 35 ans qui s'engageraient à rester en Hongrie. La gauche a fait du retour des émigrés hongrois l'un des points centraux de son programme.

Environ 500 000 Hongrois, soit 5% de la population totale du pays, sont installés à l'étranger, dont 300 000 au Royaume-Uni, 100 000 en Allemagne et 50 000 en Autriche. Selon un sondage réalisé par l'institut d'opinion Tarki, la moitié des jeunes de moins de 30 ans et le tiers de ceux ayant entre 31 et 40 ans souhaiteraient également quitter le pays. Alors que, contrairement à ses voisins, la Hongrie n'avait pas connu de vagues d'émigration, la crise économique de 2008 a conduit des milliers de Magyars à quitter leur pays. Le gouvernement a créé en 2011 un programme intitulé *Rentre à la maison* pour faciliter le retour des familles hongroises. « *Viktor Orban a retourné le système de checks and balances (poids et contrepoids) censé protéger le peuple contre les excès du pouvoir. Le Premier ministre défend ses amis contre le peuple souligne le dirigeant socialiste Attila Mesterhazy.* » « *Les élections*

seront libres mais elles ne seront pas justes » a affirmé Gordon Bajnai.

Les forces de gauche espèrent parvenir à attirer les abstentionnistes et les indécis mais si ces derniers sont de moins en moins nombreux à mesure que l'on s'approche de la date du scrutin, cela ne semble pas bénéficier à l'opposition. La gauche peine à séduire, notamment les plus jeunes ou les déçus de la FIDESZ. Pas facile d'attirer les électeurs avec des candidats issus du précédent gouvernement et notamment Ferenc Gyurcsany, politicien chevronné et apprécié par une partie des électeurs de gauche, mais très impopulaire dans une partie importante de l'électorat hongrois pour lequel il symbolise l'échec. Sa présence parmi les têtes de liste de la gauche pour le 6 avril prochain est considérée par certains comme le signe de l'échec du renouvellement de la gauche. Les membres de la FIDESZ ne s'y sont pas trompés qui appellent la coalition formée par les forces de gauche « *Coalition Ferenc Gyurcsany* ».

Parti écologiste et libéral, Faire de la politique autrement (Lehet Más a Politika, LMP), dirigé par Andras Schiffer et Bernadett Szel, a choisi de faire cavalier seul le 6 avril. « *La coalition de la gauche devrait être appelée Ensemble 2006 car on y retrouve ceux qui ont gouverné le pays entre 2002 et 2010* » a ironisé Andras Schiffer qui affirme que « *Faire de la politique autrement reste le seul espoir pour ceux qui souhaitent un changement de gouvernement en 2010 et qui le désirent toujours* ». Le parti fait campagne sur la lutte contre la corruption et l'enrichissement des hommes politiques. Il a révélé que Gabor Simon, vice-président du Parti socialiste, avait placé 240 millions de forints sur un compte bancaire en Autriche. L'homme, qui affirme que cet argent provient des revenus de la vente d'entreprises et de sa propriété, a depuis été suspendu.

Faire de la politique autrement se bat pour la transparence de la vie politique et demande une plus grande ouverture des archives de l'époque communiste en Hongrie. Victime de nombreuses défections ces derniers mois, le parti risque cependant ne pas atteindre le seuil de 5% de suffrages obligatoires pour être représenté au parlement.

Où en est l'extrême droite ?

Le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) avait réussi une véritable percée lors du scrutin d'avril 2010 en recueillant 16,67% des suffrages et en remportant 43 sièges au parlement. Parti d'extrême droite considéré comme fascisante et ouvertement antisémite et anti Rom (la Hongrie compte 600 000 Roms, soit environ 7% de sa population) – une allégation que le parti réfute –, Jobbik est en quête de respectabilité et cherche à se recentrer. Le parti est populaire auprès des jeunes et notamment des lycéens. Lors du scrutin de 2010, 23% des électeurs de moins de 30 ans avaient voté pour lui. Il a choisi de se positionner en défenseur des plus faibles (enfants, personnes âgées, femmes). Opposé à l'impôt à taux unique et à toute nouvelle privatisation, le parti promeut l'idée d'une TVA de 5% sur les produits de base et promet de réduire les impôts des familles de plus de deux enfants.

Nationaliste, il réclame le retour de la Grande Hongrie, c'est-à-dire le rétablissement du pays dans ses frontières d'avant le traité de Trianon de 1920. Son dirigeant, Gabor Vona, se déclare favorable au recensement par les autorités des citoyens hongrois de religion (ou d'origine) juive, notamment des parlementaires, qui, selon les termes du député Marton Gyöngyösi, constituent « *un risque pour la sécurité nationale* ». La communauté juive de Hongrie compte environ 120 000 personnes. Jobbik souhaite regrouper les délinquants dans une « *zone de criminalité* » dans laquelle ceux-ci vivraient sous surveillance policière permanente. Il demande un référendum sur l'adhésion de Budapest à l'Union européenne, qualifiée d'« *empire colonial* ». Pour elle, la Hongrie a beaucoup perdu en entrant dans l'Union : son agriculture et son industrie ont décliné et ses emplois ont été détruits ; elle ne demande cependant pas officiellement le retrait du pays de l'UE. Ancré dans la tradition de l'extrême droite hongroise, Jobbik est admirative de la Russie de Vladimir Poutine.

Le système politique

En vertu de la loi électorale du 26 novembre 2012, le Parlement comptera 199 députés élus pour 4 ans au

scrutin mixte dans 106 circonscriptions (celles-ci ont été réduites, - 70). 106 députés seront élus au scrutin uninominal et 93 au scrutin proportionnel de liste. Pour être représenté au parlement, un parti doit obtenir au minimum 5% des suffrages exprimés. Le nombre minimal de signatures d'électeurs que doit recueillir tout parti souhaitant présenter une liste aux élections législatives a été augmenté et est désormais de 1000. Au sein des circonscriptions uninominales, les candidats peuvent être présentés soit par des partis politiques, soit par des citoyens.

Le gouvernement a modifié les règles de la publicité électorale. Les partis peuvent diffuser des spots publicitaires sur les chaînes de télévision privées si celles-ci acceptent de leur accorder du temps d'antenne gratuit mais, si elles choisissent de le faire, elles doivent alors accorder le même temps à toutes les listes en présence. A l'évidence, les chaînes commerciales ne sont pas intéressées par cette mesure et ont d'ores et déjà déclaré qu'elles n'accorderont aucun temps d'antenne aux partis. De même, aucun débat télévisé entre les candidats au poste de Premier ministre ne sera organisé.

7 partis politiques sont actuellement représentés au parlement :

- L'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP), créée le 30 mars 1988 et dirigée par le Premier ministre sortant Viktor Orban, compte 226 députés ;
- Le Parti socialiste (MSZP) fondé en 1989 et présidé par Attila Mesterhazy, possède 48 sièges ;
- le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik Magyarorszagert Mozgalom, Jobbik), créé en octobre 2003 et dirigé par Gabor Vona, compte 43 députés ;
- le Parti populaire chrétien-démocrate (KDNP), dirigé par Zsolt Semjen, compte 37 députés ;
- la Coalition démocratique (DK), de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Ferenc Gyurcsany, possède 10 sièges ;
- Dialogue pour la Hongrie (PM), créé en février 2013 et dirigé par Benedek Javor et Timea Szabo, compte 8 députés ;
- Faire de la politique autrement (LMP), fondé en 2009 et dirigé par Andras Schiffer et Bernadett Szel, possède 7 sièges.

Rappel des résultats des élections législatives du 11 avril 2010 en Hongrie

Participation: 64,37%

partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP)	5 433 184	52,73	206
Parti socialiste (MSZP)	2 076 706	19,30	28
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik)	1 690 586	16,67	26
Faire de la politique autrement (LMP)	641 069	7,47	5
Autres	393 427	4	0

Source : (<http://www.valasztas.hu/dyn/pv10/outroot/vdin1/en/I50.htm>)

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Nezöpont, 2/3 des électeurs se disent prêts à participer aux élections législatives. La majorité se déclare en faveur de la FIDESZ, qui obtiendrait 37% des suffrages, alors que les forces de gauche ne recueilleraient que 18% des voix, un résultat en recul de 6 points par rapport au précédent sondage en raison notamment du scandale causé par les révéla-

tions des placements d'argent de l'ancien vice président du Parti socialiste, Gabor Simon. L'opposition de gauche est jugée peu crédible par la majorité des Hongrois. Jobbik arriverait en 3e position avec 12% des suffrages et Faire de la politique autrement ne parviendrait pas à attendre le seuil de 5% (3%). A un mois du scrutin, beaucoup d'électeurs restent cependant indécis.

Sans surprise, le Premier ministre sortant Viktor Orbán remporte les élections législatives en Hongrie

Résumé :

Comme attendu, l'Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP) a remporté les élections législatives le 6 avril 2014 en Hongrie. Elle a recueilli 44,54% des suffrages (résultat du seul scrutin proportionnel), devançant l'Alliance pour un changement de gouvernement, formée de 4 partis de gauche qui a obtenu 25,99% des voix. Le Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik Magyarorszagert Mozgalom), parti d'extrême droite dirigé par Gabor Vona, a recueilli 20,54% des suffrages. Enfin, Faire de la politique autrement (LMP), parti écologiste libéral d'Andras Schiffer et Bernadett Szel, sera représenté à l'Orszaggyules, chambre unique du parlement, ayant obtenu 5,26% des voix.

Les élections législatives du 6 avril étaient les premières à avoir lieu avec la nouvelle loi électorale votée le 26 novembre 2012 par le gouvernement de Viktor Orbán. Le système de report de voix du nouveau mode de scrutin favorise le parti arrivé en tête. « Avec ce nouveau système électorale, la FIDESZ peut désormais remporter la majorité des 2/3 des élus

au parlement avec seulement la moitié des suffrages du vote proportionnel » avait souligné Robert Laszlo du think tank Political Capital.

De même, pour la première fois, environ 250 000 personnes d'origine hongroise, vivant le plus souvent dans les pays voisins de la Hongrie et qui ont acquis la nationalité au cours

Corinne Deloy

Résultats

Elections législatives en Hongrie

6 avril 2014

de la dernière législature grâce à une loi votée en 2011 (au total, 550 000 personnes sont devenues hongroises au cours des 9 dernières années), étaient autorisées à voter (au seul scrutin proportionnel). Le pouvoir en place avait également encouragé les « petits » partis à participer au scrutin : ainsi, 18 partis étaient en lice pour seulement 6 en 2010.

La participation a été légèrement inférieure à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 11 avril 2010 : elle s'est élevée à 60,2%, soit -4,17 points.

Le seul enjeu du scrutin n'était pas de connaître le nom du vainqueur mais l'ampleur de sa victoire. La FIDESZ conserverait-elle sa majorité des 2/3 au parlement ? Telle était la question. Viktor Orban semble avoir réussi son pari puisqu'il a remporté 133 sièges de députés selon les derniers résultats.

Résultats des élections législatives du 6 avril 2014 en Hongrie (scrutin proportionnel)

Participation: 60,2%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Alliance des jeunes démocrates-Union civique (FIDESZ-MPP)	2 135 961	44,54	133
Alliance pour un changement de gouvernement (Parti socialiste (MSZP), Együtt (Ensemble)-Dialogue pour la Hongrie 2014 (E-PM 2014), Coalition démocratique (DK))	1 246 465	25,99	38
Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik Magyarorszagert Mozgalom, Jobbik)	985 029	20,54	23
Faire de la politique autrement (LMP)	252 373	5,26	5
Autres	195 131	3,67	0

Source : http://www.valasztas.hu/en/ogyv2014/416/416_0_index.html

« Nous pouvons dire en toute sécurité que nous avons gagné » a déclaré le Premier ministre sortant, qui s'est réjoui que la Hongrie soit « le pays le plus uni au monde ». « Montrons-leur que nous sommes forts et unis. Montrons-leur que nous n'essayons pas de faire plaisir à qui que ce soit mais que nous sommes maîtres de notre destin » avait souligné Viktor Orban durant la campagne électorale. « Nous avons transformé et rénové la Hongrie, nous avons fait de l'ancienne voiture aux pneus crevés une voiture de course » avait-il indiqué. Son slogan était « La Hongrie s'en sort mieux ».

Le Premier ministre sortant a fait campagne sur ses résultats économiques. En 2009, la Hongrie était au bord de la faillite et le gouvernement avait dû faire appel au Fonds monétaire international (FMI) et à l'Union européenne qui avaient préconisé des mesures

radicales : réformes structurelles, privatisations, coupes dans les dépenses. L'arrivée au pouvoir de la FIDESZ avait entraîné un changement radical. La politique économique de Viktor Orban mêle mesures libérales (hausse de la TVA de 24% à 27% – la plus élevée de l'UE-, réductions des aides sociales et des indemnités de chômage) et politique étatiste (taxations des banques et des multinationales, nationalisations des fonds de pension, relance de la demande intérieure, baisse des tarifs de l'énergie -qui représentent 30% des dépenses des ménages hongrois-) complétées par un fort clientélisme politique.

Quatre ans plus tard, le chômage s'établit à 8,6%, soit le taux le plus faible depuis 5 ans ; le déficit public est passé sous la barre de 3% exigé par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne et l'endettement est en recul (il est passé de 82% à 80% du PIB mais reste toutefois le plus élevé d'Europe

centrale). L'agence de notation Standard & Poor's a d'ailleurs revu à la hausse la perspective de dette souveraine de la Hongrie en raison de « *risques plus équilibrés* ». Les investissements restent faibles (16% du PIB) et le revenu disponible moyen par habitant reste parmi les plus faibles des pays de l'OCDE.

Originaire de Szekesfehervar, ville située au nord-est du lac Balaton, et âgé de 50 ans, Viktor Orban est diplômé de droit. Le 30 mars 1988, il fait partie des membres fondateurs de l'Alliance des jeunes démocrates. En 1990, il est élu député au parlement ; en 1993, il prend la présidence du parti. En 1998, il devient, à 35 ans, le plus jeune Premier ministre d'Europe avant de devoir s'incliner, 4 ans plus tard, devant l'opposition de gauche qui remporte les élections législatives des 7 et 20 avril 2002. Une défaite que Viktor Orban n'a jamais vraiment acceptée. L'homme prendra sa revanche en 2010, année où il redevient chef du gouvernement. Un poste qu'il conservera donc pour les 4 années à venir.

« *Viktor Orban est un dirigeant qui a su inspirer un attachement personnel. Pour le cœur de son électorat, il n'est pas seulement un dirigeant politique mais aussi spirituel, charismatique et idéologique. A côté de ce phénomène, l'adoption d'un texte prévoyant la baisse de 6,5% des factures de gaz, de 5,7% de celles d'électricité et de 3,3% de celles du chauffage a eu un large écho auprès des électeurs* » a indiqué Peter Kreko directeur du think tank Political Capital. « *Les critiques ont renforcé chez ses partisans l'image d'un chef au service de la liberté, prêt à combattre sans relâche pour la souveraineté nationale face aux empiètements de l'Occident, des multinationales, des banques. A chaque nouveau grief venu du dehors, il a pu développer à satiété son discours sur la nécessité de se battre pour préserver l'indépendance contre les ingérences extérieures* » a-t-il ajouté.

Les Hongrois ont accordé à leur Premier ministre les « *4 années de plus* » qu'il leur réclamait pour « *forger le destin de la Hongrie* ». « *C'est un homme politique non dénué de charisme qui sait s'adresser aux foules, attire les gens et peut fasciner. Dans un pays qui regrette son rayonnement d'antan, d'avant la Première Guerre mondiale, qui a été en même temps dominé par de grandes puissances à plusieurs*

reprises – d'où un imaginaire victimaire –, son attitude frondeuse, notamment vis-à-vis de l'Union européenne, peut être appréciée » a déclaré Antonela Capelle-Pogacean, chercheur au CERI de sciences Po.

Si la politique de la FIDESZ est loin de satisfaire tous les Hongrois, l'opposition est désormais quasi inexistante. Alors que la modification de la loi électorale a renforcé la dimension majoritaire du scrutin au détriment de la représentation proportionnelle, les forces de gauche sont extrêmement divisées. L'Alliance pour un changement de gouvernement, qui avait fait des élections législatives du 6 avril un référendum sur le Premier ministre et dont le programme consistait essentiellement à se débarrasser de Viktor Orban, s'est formée difficilement et tardivement, en raison de divergences entre ses membres. Le dirigeant socialiste et candidat de la gauche au poste de Premier ministre, Attila Mesterhazy, avait promis durant la campagne électorale qu'en cas de victoire de l'alliance des forces de gauche, il augmenterait le salaire minimum et baisserait les prix des produits de première nécessité. Ces propos n'ont pas convaincu ses compatriotes et ont été insuffisants pour attirer les abstentionnistes et les indécis et séduire les déçus de la FIDESZ. « *Ne nous faisons pas d'illusions : la défaite est cuisante et c'est une grande déception pour ceux qui voulaient changer de gouvernement* » a déclaré l'ancien Premier ministre (2009-2010) Gordon Bajnai.

Une grande partie des mécontents du système Orban, et notamment les plus jeunes, se sont tournés vers le Mouvement pour une meilleure Hongrie. La formation d'extrême droite, considérée comme fascisante et ouvertement antisémite et anti roms (la Hongrie compte 600 000 Roms, soit environ 7% de sa population), a entrepris ces derniers mois de se recentrer et de se rendre plus respectable. « *Ils ont décidé, il y a environ un an, de se refaire une image loin de tout extrémisme afin de survivre et de progresser* » a indiqué Kristof Domina, président de l'institut Athena, observatoire des mouvements extrémistes en Europe. Les efforts semblent avoir été profitables au Mouvement pour une meilleure Hongrie qui a donc dépassé le seuil de 20% des suffrages le 6 avril.

Au cours de la précédente législature, le Premier ministre Viktor Orban a placé ses fidèles à la tête de toutes les institutions publiques qui pouvaient constituer des contre-pouvoirs (Cour constitutionnelle, Cour des comptes, Parquet général, Autorité des médias, Banque centrale, Office de la concurrence, etc.). « *Pendant la mandature, on a assisté à une frénésie législative – avec 859 lois adoptées – qui a permis à Viktor Orban de centraliser les structures étatiques, de renforcer le rôle du gouvernement et de redéfinir la balance des pouvoirs* » a indiqué Antonela Capelle-Pogacean. Avec sa victoire électorale du 6 avril, le Premier ministre sortant détient tous les leviers de pouvoir. « *Viktor Orban concentre entre ses mains le plus grand nombre de pouvoirs depuis la période communiste* » a souligné Gabor Filippov, analyste politique à l'institut Magyar Progressziv Intezet. Pour la première fois depuis la chute du communisme (1989), un parti de droite est en mesure de se maintenir au pouvoir pour un 2e mandat consécutif.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.